

Consommation et investissement des ménages

Au quatrième trimestre 2025, la consommation des ménages a retrouvé un dynamisme inédit depuis l'été 2024 (+0,4 % après +0,1 % ; ► **figure 1**), malgré une légère baisse du pouvoir d'achat (-0,2 %). Ce reflux du pouvoir d'achat provient toutefois principalement de la hausse des impôts en fin d'année et les ménages lissent traditionnellement les effets de fiscalité sur leur consommation. En conséquence, le taux d'épargne a retrouvé son niveau de début 2024 (17,9 % après 18,3 %).

La consommation en biens a accéléré vivement au quatrième trimestre (+0,5 % après +0,1 % au troisième trimestre) : la consommation de carburant a fortement rebondi, à la suite d'une opération « à prix coûtant » fin décembre dans certains réseaux de grande distribution (+1,2 % après -2,2 %), la consommation en biens d'équipement a conservé son dynamisme (+1,6 % après +2,1 %) et les achats d'automobiles sont restés allants (+0,8 % après +1,0 %), portés par le succès du leasing social de véhicules électriques. Les dépenses alimentaires hors tabac ont rebondi (+0,4 % après -0,8 %) mais les achats de tabac ont de nouveau baissé. Entre 2021 et 2024, la consommation alimentaire hors produits frais et tabac a diminué de 6 %, un tiers de cette baisse étant imputable à des comportements de descente en gamme des consommateurs (► **éclairage** sur les comportements de descente en gamme). La consommation en énergie du logement est quant à elle restée stable (après +3,9 %), l'automne ayant alterné des périodes douces et rigoureuses en matière de température mais en moyenne proche de la normale des dernières années. La consommation en services a poursuivi sa hausse timide (+0,2 % après +0,1 %) : la consommation en services de transports a rebondi (+1,0 % après -0,3 %), notamment dans le ferroviaire. La consommation en services d'information et de communication a reculé (-0,5 % après +0,4 %) : la hausse des prix provoquée par la fin de la forte concurrence tarifaire entre opérateurs téléphoniques a fait flancher la demande. Les dépenses d'hébergement-restauration ont été quasi stables après les à-coups des deux précédents trimestres (-0,1 % après -0,9 % et +2,3 %).

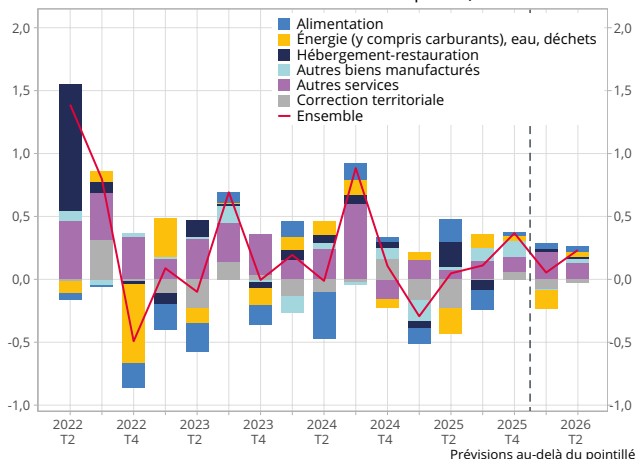
Sur l'ensemble de l'année 2025, la consommation a été nettement moins allante qu'en 2024¹ (+0,4 % après +1,0 %), et a augmenté un peu moins vite que le pouvoir d'achat (+0,6 % après +2,5 %) : de ce fait, le taux d'épargne s'est maintenu à un niveau élevé sur l'année (18,3 % après 18,1 % en 2024) et les freins à la désépargne peinent à se desserrer (► **éclairage** sur les freins à la désépargne).

Au premier semestre 2026, la consommation des ménages serait freinée (+0,1 % au premier puis +0,2 % au deuxième trimestre) par le brusque regain inflationniste provoqué par la flambée des prix des hydrocarbures, dans le sillage du déclenchement de la guerre opposant les États-Unis et Israël à l'Iran. Si le début du conflit a provoqué une ruée vers les

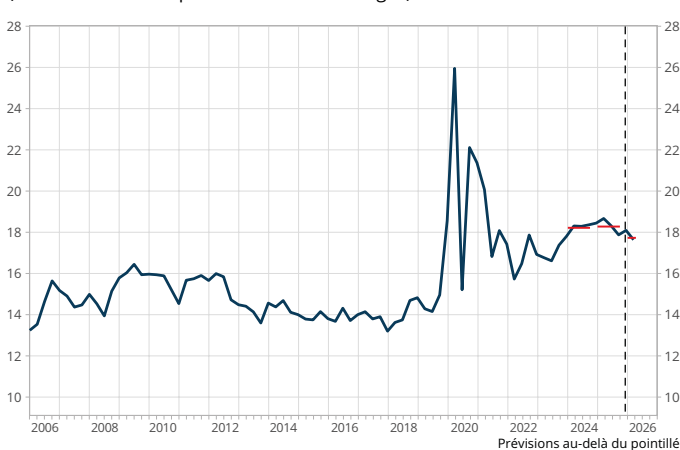
¹ En 2024, la consommation des ménages avait été soutenue à hauteur de +0,1 point par les achats de billets des ménages résidents dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

(variations trimestrielles en % et contributions en points)



(en % du revenu disponible brut des ménages)



Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions à la consommation des ménages (alimentation, énergie, etc.) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au quatrième trimestre 2025, la consommation des ménages a augmenté de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. La consommation en services (hors hébergement et restauration) a contribué à hauteur de +0,1 point à l'évolution de la consommation. Le taux d'épargne des ménages s'est élevé, au quatrième trimestre 2025, à 17,9 % de leur revenu disponible brut.

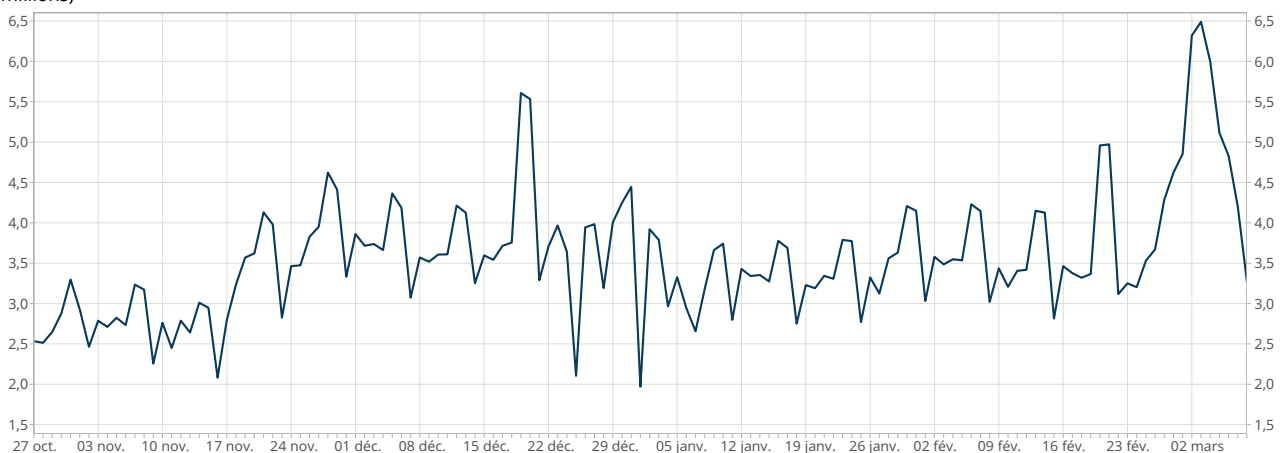
Source : Insee.

stations-service début mars (► [figure 2](#)), cette dernière ne devrait pas avoir d'impact sur la consommation du trimestre, car elle serait compensée par de moindres achats sur la deuxième partie du mois. Au contraire, au premier trimestre, la consommation de carburant se replierait mécaniquement après les anticipations d'achats de la fin 2025 (-1,5 % après +1,2 %). Les dépenses d'énergie du logement reculeraient (-2,0 % au premier trimestre), en raison des températures particulièrement douces de l'hiver (► [figure 3](#)). La consommation alimentaire hors tabac poursuivrait sa dynamique (+0,6 % après +0,4 %), notamment parce que les ménages semblent stabiliser leurs comportements d'achats par gamme, mais les ventes de tabac continueraient de reculer. Passé l'effet favorable du leasing social de véhicules électriques, les acquisitions d'automobiles repartiraient à la baisse (-1,0 % après +0,8 %). À l'inverse, la consommation en autres biens fabriqués tiendrait bon, stimulée par les achats toujours nombreux en biens d'équipement, notamment électroniques. En parallèle la consommation de services accélérerait (+0,4 %), car les dépenses en hébergement-restauration (+0,3 % après -0,1 %) et en information-communication (+0,4 % après -0,5 %) se ressaisiraient.

Au deuxième trimestre, la consommation de biens repartirait à la hausse (+0,3 % après -0,3 %), tirée par le retour à la normale des dépenses en énergie du logement (+2,0 %) ; (► [figure 3](#)). La flambée des prix des produits pétroliers pénaliserait en premier lieu la consommation en carburant (-1,5 %). En outre, elle pèserait sur le pouvoir d'achat des ménages et son effet se ferait donc ressentir plus largement sur l'ensemble de leurs dépenses. Ainsi, la consommation en services ralentirait (+0,2 %), notamment les dépenses arbitrables comme les transports et l'hébergement-restauration.

► 2. Nombre de demandes d'autorisation de paiements par carte CB en stations-service et pompes automatiques par jour

(en millions)



Note : nombre de demandes d'autorisation de paiements par carte CB en stations-service entre le lundi 27/10/2025 et le dimanche 08/03/2026, y compris demandes de paiement refusées. Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées afin de respecter les exigences de confidentialité.

Lecture : le lundi 2 mars 2026, 6,3 millions de demandes d'autorisation de paiements par carte CB en stations-services ont été enregistrées en France.

Source : GIE CB, calculs Insee.

► 3. Consommation de gaz et d'électricité et rigueur des températures extérieures

(données CVS-CJO pour la consommation de gaz et d'électricité, en base 100 en 2019) (degrés jours unifiés, en écart à la moyenne historique)



Dernier point : quatrième trimestre 2025.

Lecture : au quatrième trimestre 2025, la consommation des ménages en électricité et en gaz en volume était inférieure à son niveau moyen de 2019 à hauteur de 7 points de pourcentage.

Source : Insee, Météo France (calculs Insee).

Conjoncture française

Malgré ces vents contraires, l'acquis de croissance de la consommation des ménages à l'issue du premier semestre 2026 serait déjà plus élevé (+0,6 %) que sa progression sur l'ensemble de l'année 2025 (+0,4 %), principalement du fait que les achats d'automobiles (+0,3 % d'acquis, après -2,4 % en 2025) et alimentaires (+0,2 % après -0,8%) cesseraient de reculer. En outre, il serait nettement supérieur à l'acquis de pouvoir d'achat (-0,2 %), car le choc inflationniste serait en grande partie absorbé à court terme par une baisse du taux d'épargne : ce dernier s'établirait à 17,6 % du revenu des ménages au deuxième trimestre 2026, en nette baisse par rapport à 2025 (► [figure 1](#)).

Sur l'ensemble de l'année 2025, l'investissement total des ménages a retrouvé un peu de tonus (+0,8 % après -5,6 % en 2024), porté par le déblocage du marché de l'ancien permis par le cycle de baisses de taux initié par la BCE en juin 2024 : l'investissement en services (frais d'agence et de notaire) a progressé de +10,5 % en 2025 après -7,4 % en 2024, tandis que le recul de l'investissement en construction s'est atténué (-1,8 % en 2025 après -5,1 % en 2024). L'investissement total a même nettement accéléré au second semestre 2025 (+1,0 % au quatrième trimestre après +0,5 % au troisième) : toutes les composantes ont augmenté en fin d'année aussi bien les dépenses en services (+3,6 % après -0,7 %), qu'en construction (+0,2 % après +0,8 %).

Au premier semestre 2026, l'investissement des ménages demeurerait bien orienté : celui en construction poursuivrait sa croissance retrouvée fin 2025 (+0,5 % au premier puis +0,7 % au deuxième trimestre), porté par le logement neuf (► [figure 6](#)). En effet, le solde d'opinion des chefs d'entreprises concernant les perspectives d'activité sur ce segment est bien orienté et les mises en chantier se sont nettement redressées depuis plusieurs mois, en particulier celles de logements individuels, ce qui se traduirait par des livraisons au cours du premier semestre 2026. L'investissement en services progresserait également au premier trimestre (+0,5 %) : le solde d'opinion relatif aux intentions d'achats de

► 4. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2024				2025				2026		2024	2025	2026 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Ensemble des biens	43%	0,2	-0,5	0,5	0,1	-0,5	0,0	0,1	0,5	-0,3	0,3	-0,3	-0,1	0,3
Biens alimentaires	16%	0,8	-2,3	0,8	0,2	-0,8	1,1	-1,0	0,2	0,3	0,3	-1,3	-0,5	0,4
dont consommation alimentaire hors tabac	15%	1,6	-2,2	1,0	0,1	-0,2	1,0	-0,8	0,4	0,6	0,4	-0,4	0,3	1,0
Cokéfaction et raffinage	4%	1,8	-0,2	1,4	-0,3	0,7	0,5	-2,2	1,2	-1,5	-1,5	1,4	0,6	-2,7
Autres biens manufacturés	23%	-0,7	0,3	-0,1	0,5	-0,9	0,1	0,5	0,7	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,9
Biens d'équipement	3%	0,3	1,3	-0,2	0,9	0,7	0,1	2,1	1,6	0,5	0,5	1,3	3,2	3,1
Matériels de transport	5%	-2,8	0,7	-2,0	2,3	-3,9	0,0	1,0	0,8	-1,0	0,3	-0,6	-2,4	0,3
Autres produits industriels	11%	0,0	-0,1	0,7	-0,4	0,1	0,2	0,0	0,4	0,3	0,0	-0,3	0,3	0,6
Énergie, eau, déchets	5%	0,6	2,7	1,5	-1,2	0,7	-4,2	3,9	0,0	-2,0	2,0	1,1	-0,1	0,3
Ensemble des services	58%	0,4	0,5	1,2	-0,2	0,2	0,5	0,1	0,2	0,4	0,2	2,2	1,2	0,9
Construction	2%	-0,2	-0,4	-0,3	-0,4	-0,2	-0,4	-0,2	0,2	0,2	0,2	-0,6	-1,1	0,3
Commerce (2)	0%	-2,5	0,5	-0,6	-1,7	0,3	-0,3	-0,3	1,0	0,0	0,0	-3,3	-1,2	0,5
Services marchands hors commerce	51%	0,6	0,5	1,3	-0,2	0,2	0,6	0,1	0,2	0,4	0,3	2,4	1,4	1,0
Transport	3%	1,4	0,2	0,5	-0,1	0,5	1,4	-0,3	1,0	0,5	0,2	3,7	1,8	1,6
Hébergement-restauration	9%	1,0	0,7	0,8	0,6	-0,6	2,3	-0,9	-0,1	0,3	0,2	2,1	1,7	0,5
Information-communication	4%	1,3	0,1	1,1	2,2	-0,7	-0,3	0,4	-0,5	0,4	-0,3	3,5	1,3	-0,1
Services financiers (donc SIFIM)	8%	-0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	1,0	1,6	1,4
Services immobiliers	20%	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,2	0,4	0,4	0,3	1,5	1,4	1,1
Services aux entreprises	3%	-0,3	-0,3	1,6	0,0	1,6	-1,7	2,0	0,8	0,4	0,4	2,5	2,2	1,9
Services aux ménages	4%	1,8	2,2	9,6	-7,0	-0,5	0,3	0,1	-0,7	0,7	0,3	7,7	-0,8	0,5
Services non marchands	5%	-0,8	1,1	0,1	0,3	0,5	-0,5	0,1	-0,3	0,5	0,2	2,0	0,7	0,4
Consommation totale sur le territoire	101%	0,3	0,1	0,9	-0,1	-0,1	0,3	0,1	0,3	0,1	0,3	1,1	0,6	0,7
Correction territoriale	-1%	14,6	9,4	1,6	-14,0	16,5	20,1	0,4	-4,2	5,8	1,8	14,4	22,1	8,6
Importations de services touristiques		-0,4	-1,1	2,2	3,4	0,9	-0,8	-0,3	1,2	0,0	0,0	4,4	3,7	0,5
Exportations de services touristiques		2,6	1,2	2,1	-0,8	4,1	4,0	-0,1	-0,3	1,5	0,5	6,5	7,9	2,6
Consommation totale des résidents	100 %	0,2	0,0	0,9	0,1	-0,3	0,0	0,1	0,4	0,1	0,2	1,0	0,4	0,6

■ Prévisions.

(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants en 2024.

(2) Ce poste correspond aux achats et réparation d'automobiles et de motocycles. Les dépenses dans le commerce de détail hors automobiles et motocycles sont affectées aux produits correspondants.

Lecture : au quatrième trimestre 2025, la consommation des ménages en biens alimentaires a été quasi stable par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

logement dans l'enquête de conjoncture auprès des ménages est bien orienté. En revanche, les transactions dans l'ancien marqueraient le pas au deuxième trimestre, du fait de tensions possibles sur les conditions de financement, dans le sillage de la remontée des taux obligataires découlant de la guerre au Moyen-Orient. Au total, l'investissement des ménages accélérerait en rythme annuel : son acquis de croissance à la mi-2026 serait de +1,8 %, après une progression de +0,8 % sur l'ensemble de l'année 2025. En outre, ses deux composantes seraient mieux équilibrées qu'en 2025 : l'acquis de croissance serait de +1,5 % pour l'investissement des ménages en construction et de +3,0 % pour leur investissement en services. ●

► 5. Consommation, pouvoir d'achat, taux d'épargne et investissement des ménages

(en variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

	2024				2025				2026		2024*	2025*	2026*
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			acquis
Consommation : <i>variations trimestrielles</i>	0,2	0,0	0,9	0,1	-0,3	0,0	0,1	0,4	0,1	0,2	1,0	0,4	0,6
Pouvoir d'achat : <i>variations trimestrielles</i>	0,7	0,6	0,9	0,2	-0,2	0,3	-0,3	-0,2	0,3	-0,3	2,5	0,6	-0,2
Taux d'épargne : <i>en % du revenu disponible brut</i>	17,8	18,3	18,3	18,4	18,5	18,7	18,3	17,9	18,1	17,6	18,2	18,3	17,8
Investissement : <i>variations trimestrielles</i>	-2,1	-1,1	-0,4	0,7	0,4	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,5	-5,6	0,8	1,8

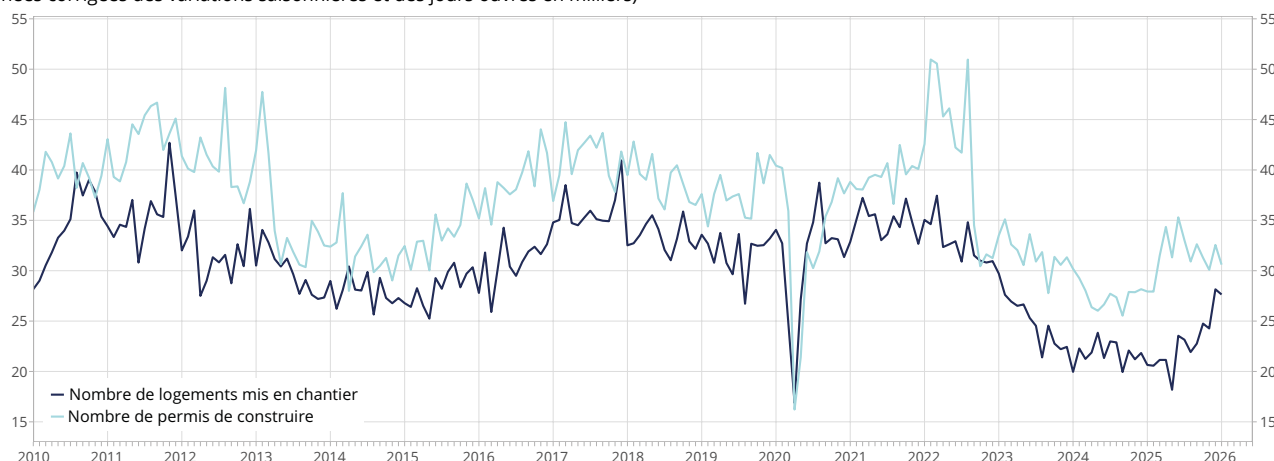
■ Prévisions.

* variations annuelles pour les trois dernières colonnes (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne).

Source : Insee.

► 6a. Nombre mensuel de logements mis en chantier et de permis de construire

(données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés en milliers)



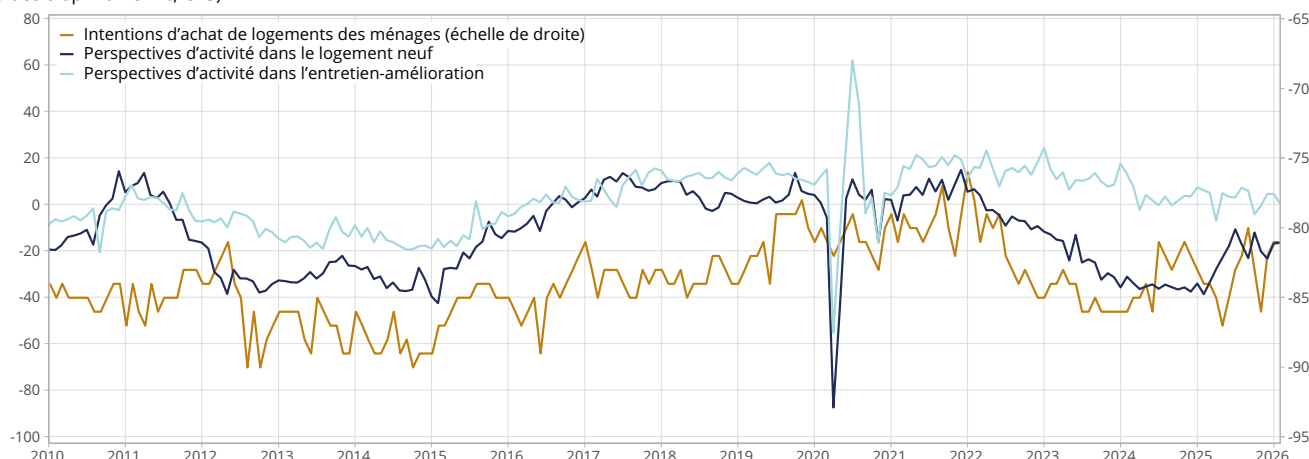
Dernier point : janvier 2026.

Lecture : en décembre 2025, les permis de construire délivrés représentent 33 000 logements

Source : SDES.

► 6b. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction (entreprises) et sur les intentions d'achat de logement (ménages)

(soldes d'opinion en %, CVS)



Dernier point : février 2026.

Lecture : en février 2026, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -17.

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, et enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.